



**RBB Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)  
Téléphone : 0651158504**

---

**S.E. Monsieur Emmanuel MACRON Président de la République**

**Palais de l'Élysée**

**55 Rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris**

**Objet : Demande d'intégration des doléances de l'opposition Rwandaise Elargie dans les Relations de Paris avec le régime de Kigali.**

Excellence Monsieur le Président,

Sans vouloir nous ingérer dans la politique étrangère de la France ou donner des leçons, nous, membres du Cadre de Concertation des organisations politiques et de la société civile de l'Opposition, RBB en sigle ( Rwanda Bridges Builders ), prenons la liberté de vous faire part de nos préoccupations quant aux conséquences négatives qu'une complaisance continue avec la dictature de Kigali génère et continuera d'avoir sur la paix et la concorde sociale au sein des rwandais si certaines précautions ne sont pas prises.

Votre discours au cours de Votre campagne électorale sur Votre engagement à « *défendre le respect des principes démocratiques fondamentaux partout en Afrique* » et « *à reconsidérer votre soutien aux gouvernements qui bafouent les droits les plus fondamentaux* » avait suscité beaucoup d'espoir au sein de la communauté rwandaise en exil victime du système de répression au Rwanda.

Au début de Votre mandat, beaucoup de citoyens africains, surtout les jeunes générations, y compris rwandaises, avaient cru en l'avènement d'une nouvelle dynamique positive dans les relations France-Afrique. Ils étaient encouragés par Votre discours du mardi 28 novembre 2017 à l'université Ouaga 1 d'Ouagadougou. Dans ce discours historique, à un moment Vous dites ceci ; " *Je me reconnais dans les voix d'Albert Londres et d'André Gide qui ont dénoncé les milliers de morts du Chemin de fer du Congo, et je n'oublie pas que ces voix alors ont été minoritaires en France comme en Europe.*" ;

En termes de morts, le Rwanda et la Région des Grands lacs en ont connu depuis octobre 1990 et en connaissent encore malheureusement aujourd'hui. Il est de notoriété publique que le régime de Kigali avec lequel votre gouvernement semble vouloir entretenir des relations privilégiées est fortement impliqué dans les conflits qui ont coûté la vie à plus de 6 millions de personnes, la plus grande catastrophe humanitaire depuis la deuxième guerre mondiale.

Nous constatons que le grand malheur de la société rwandaise fut, ces dernières années, d'avoir été prise en sandwich par les pôles extrémistes Hutu et Tutsi et que depuis près de 26 ans le pays est dirigé

---

RBB / Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)  
Téléphone : 0651158504



**RBB Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)**  
**Téléphone : 0651158504**

---

par le pôle extrémiste Tutsi qui est sorti vainqueur de la confrontation dont il porte une grande et lourde part de responsabilité.

Il Vous souviendra qu'une solution durable à la crise rwandaise avait été trouvée via la signature des accords de paix d'Arusha en 1993 que la communauté internationale dont la France avait soutenus et accompagnés. Ces accords d'Arusha ont été pulvérisés avec l'attentat du 6 avril contre l'avion présidentiel qui emportât deux chefs d'État Hutu et des membres d'équipage français. Vous aurez sans doute constaté toutes les manœuvres mises en route par le régime de Kigali afin d'éviter que la vérité sur cet attentat ne soit révélée.

L'on sait à quel point l'impunité et la complaisance entretiennent les cycles de crimes et de violence au Rwanda et dans la région. Dans le cas du régime rwandais, d'aucuns parmi les membres de la communauté rwandaise, toutes ethnies confondues, se demandent pourquoi les autorités françaises refusent toujours de regarder en face le dossier de l'élément déclencheur du génocide, à savoir l'attentat contre l'avion présidentiel au Rwanda le 6 avril 1994. C'est, en effet, un des éléments qui contribuent à renforcer la polarisation des groupes sociaux rwandais, et qui n'aident pas à aller vers le chemin obligé de la véritable réconciliation.

Sur le plan de l'impunité toujours, Vous aurez noté, Excellence Monsieur le Président, qu'il existe actuellement une forte demande des peuples de la région, en particulier des congolais, pour que les recommandations du Mapping Report 1 soient, enfin suivies d'effet. Vous n'êtes pas sans savoir que les troupes de l'actuel régime de Kigali sont parmi ceux qui sont fortement soupçonnés d'avoir commis de graves crimes relatés dans ce rapport.

La communauté des rwandais s'attendrait plutôt à ce que la France soutienne ceux qui, comme le Parlement européen <sup>2</sup>, en rapport avec l'initiative du Dr Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix, demandent qu'il y ait des mécanismes qui permettent que justice soit faite en ce qui concerne les crimes inventoriés par le Mapping Report.

Or, il nous semble que la trajectoire des relations avec Kigali que Votre équipe est entrain de dessiner est incompatible avec une certaine rigueur et fermeté que l'on est en droit d'attendre d'un grand pays démocratique et des Droits de l'Homme comme la France.

Monsieur le Président,

Il est heureux de Vous entendre dire, dans Votre entretien, publié vendredi 20 novembre 2020, par Jeune Afrique qu'il faut regarder notre passé dans son intégralité sans volonté de dissimuler ni s'autoflageller.

Il est, par contre, surprenant de Vous entendre dans le même interview, louer le principal acteur des tragédies rwandaises et régionales qu'est Paul Kagame, en soulignant qu'il a beaucoup pacifié son

---

<sup>1</sup> [DRC MAPPING REPORT FINAL FR.pdf \(ohchr.org\)](#)

<sup>2</sup> [Texts adopted - The case of Dr Denis Mukwege in the Democratic Republic of the Congo - Thursday, 17 September 2020 \(europa.eu\)](#)



**RBB Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)  
Téléphone : 0651158504**

---

discours politique à l'égard de la France. Comme si, à Votre avis, c'est le seul critère qui compte pour qu'un dictateur avec de si lourds soupçons de responsabilités soit autorisé à tout recevoir.

Connaissant la peur bleue du régime de Kigali face à ses responsabilités dans les drames rwandais et régionaux, nous osons espérer, Excellence Monsieur le Président, que la justice et la vérité qu'attend la majorité de rwandais et de ressortissants de la sous-région, ne seront pas sacrifiées à l'autel de cette realpolitik.

Excellence Monsieur le Président,

La société rwandaise est plus que jamais divisée et polarisée suite à une politique et une stratégie, voulues et entretenues par le régime du FPR centrées sur les tensions ethniques, la peur, la terreur et le mensonge.

C'est ainsi que jusqu'à ce jour le régime dirigé par Paul Kagame refuse et fait tout pour bloquer toute initiative qui vise à ce que les crimes commis par le FPR soient sanctionnés.

Entre autres indices, actuellement les prisons rwandaises sont essentiellement peuplées par les gens d'un seul groupe ethnique avec toutes les conséquences socio-économiques que cela engendre.

De même, au Rwanda, seuls les Tutsis ont droit de commémorer la disparition des leurs. Les Hutus, quant à eux, même si également fortement endeuillés, doivent rester l'échine courbée. Avec toutes les conséquences en termes de frustrations et d'entretien de haines refoulées.

Un autre indice assez concret et frappant de cette politique de polarisation des groupes sociaux est le type de serment que le FPR fait faire à ses partisans, qui jurent, de respecter les règles actuelles et à venir du mouvement (sous-entendu y compris la poursuite et harcèlement des critiques du régime) et qui acceptent d'être pendus s'ils contreviennent à ces exigences. Dans un article du 19/11/2020, la BBC signale que *"Des images fuitées d'une cérémonie de "serment" controversée au Haut-Commissariat du Rwanda à Londres alimentent les allégations d'une répression mondiale agressive de la dissidence par le gouvernement autoritaire de la nation d'Afrique de l'Est, surnommée la nouvelle "Corée du Nord" par ses détracteurs"*.<sup>3</sup>

Une autre ligne de fracture 'made in Rwanda' est le double standard de traitement envers les partisans et les opposants au régime de Kigali. Plusieurs rapports d'organismes importants et crédibles (Département d'Etat Américain<sup>4</sup>, Human Rights Watch<sup>5</sup>, Amnesty International<sup>6</sup>, Freedom house<sup>7</sup>,...) relèvent régulièrement les cas d'assassinats, de disparitions ou d'emprisonnements d'opposants politiques et autres critiques rwandais. Le régime rwandais va jusqu'à pourchasser ses opposants et

---

<sup>3</sup> [Le serment de loyauté qui terrorise les Rwandais de la diaspora - BBC News Afrique](#)

<sup>4</sup> [RWANDA 2019 HUMAN RIGHTS REPORT \(state.gov\)](#)

<sup>5</sup> [Rwanda : Le meurtre d'un opposant est la dernière attaque en date contre des détracteurs du gouvernement | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#)

<sup>6</sup> [Rwanda, assassinat du représentant politique de l'opposition - Amnesty International Belgique](#)

<sup>7</sup> [Rwanda Case Study | Understanding Transnational Repression \(freedomhouse.org\)](#)

---

**RBB / Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)  
Téléphone : 0651158504**



**RBB Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)**  
**Téléphone : 0651158504**

---

critiques dans les pays de refuge. Le dernier cas emblématique de ces comportements du régime de Kigali qui violent les règles internationales est le cas du kidnapping, depuis Dubai aux Emirats Arabes Unis de l'opposant Paul Rusesabagina. A ce sujet, il est utile de rappeler la résolution<sup>8</sup> du parlement européen qu'il convient de soutenir pour rendre son application effective.

Cette vague d'assassinats n'épargne pas les rescapés du génocide contre les Tutsis. Ainsi il y a un an, le 17 février 2020, le célèbre chanteur et homme de paix et de réconciliation, Kizito Mihigo a été tué dans un cachot de la police à Kigali. Des organisations de droits de l'homme réclament à cor et à cri, en vain, une enquête indépendante à ce sujet.

Excellence Monsieur le Président,

Après 27 ans d'impunité et du **"tout permis"** au régime du FPR de Paul Kagame, des voix commencent à monter et à s'indigner de ces violations systématiques des droits de l'Homme en toute impunité. Ceci est d'autant plus remarquable que ces voix proviennent aussi des protecteurs et alliés traditionnels jugés inconditionnels au régime de Paul Kagame, USA<sup>9</sup> et Grande Bretagne<sup>10</sup> qui ont exprimé leurs claires positions lors du dernier Examen Périodique Universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (ONU) à Geneve.

Monsieur le Président,

Nous souhaitons que la France, berceau des Droits l'Homme, se range du côté des opprimés. En l'occurrence, il est temps que la France cesse d'écouter les trompettes de ceux qui défendent, souvent à coup de milliers d'euros dépensés dans des actions coûteuses de relations publiques, le régime criminel et dictatorial de Paul Kagame.

Nous sommes d'avis que la France n'a pas à rougir de son attitude vis-à-vis de son action passée au Rwanda. Ce fut, en effet, le seul pays qui osa braver toutes les difficultés, y compris celles dressées par le FPR de Paul Kagame à toute intervention internationale pour stopper les massacres. Par honte ou par mépris de l'opinion, personne n'ose, actuellement, évoquer l'ultimatum de Paul Kagame de considérer toute troupe étrangère au Rwanda en avril 1994 comme « ennemi », ou tout simplement la demande officielle que le FPR a adressée à l'ONU à New York 11 lui demandant de ne pas intervenir en prétendant qu'il n'y avait plus aucun Tutsi à sauver.

Excellence Monsieur le Président,

Nous ne sommes pas contre une normalisation des relations rwando-françaises. Que du contraire.

---

<sup>8</sup> [MOTION FOR A RESOLUTION on Rwanda, the case of Paul Rusesabagina \(europa.eu\)](#)

<sup>9</sup> [UN: Countries Call Out Rwanda's Rights Record | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#)

<sup>10</sup> [Page not found - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#)

<sup>11</sup> [COURRIER-DU-30-AVRIL-1994-DU-FPR-INKOTANYI-SIGNE-CLAUDE-DUSAIDI-ET-GERARD-GAHIMA.pdf \(sciencespolitiquesrwandaises.fr\)](#)



**RBB Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)**  
**Téléphone : 0651158504**

---

Mais il convient d'attirer Votre aimable attention sur le fait que Vous avez à faire à un régime qui ne respecte aucunement les règles classiques de coopération humaine. D'aucuns ont toujours à l'esprit qu'au paravent la France a essayé toutes sortes de soins palliatifs contre cette maladie chronique bien ancrée dans les relations France-Rwanda. Pour rappel, Monsieur Nicolas Sarkozy a rendu visite au Rwanda en 2010. Kagame a été bienvenu en France. Qu'est-ce que la France a reçu en retour ? Kagame et le FPR ont banni le français des écoles, fermé le Centre Culturel Français de Kigali, ...

Entre-temps Vous êtes arrivés, Vous avez accordé à son bras droit, Madame Louise Mushikwabo, la direction de l'OIF. Il nous revient qu'elle a, aujourd'hui, entrepris de diriger cette importante organisation francophone à la manière cavalière de son patron de Kigali.

Notre groupement d'organisations comprend des personnes de toutes ethnies et toutes générations. Nous avons opté pour le rejet des idéologies des deux pôles extrémistes ci-haut mentionnés et d'œuvrer pour l'avènement d'un Rwanda réconcilié avec lui-même. Nous avons décidé de jeter les ponts entre les différentes fractures causées par l'Histoire et aggravées et entretenues par l'actuel régime de Kigali. Toutes ces fractures si elles sont laissées comme telles, elles vont continuer de miner la société rwandaise pour encore très longtemps. La nécessaire cohésion et paix sociale rwandaise se feront toujours attendre. Il serait dommage de constater, dans les temps à venir, que la France sous Votre direction soit accusée de s'être rangée contre le peuple rwandais et pour une dictature implacable.

Nous avons choisi de lutter pour l'instauration d'un système où la paix ne repose pas sur les fusils et les baïonnettes, mais sur la concorde et la bonne volonté des groupes sociaux.

Monsieur le Président, la devise de la République Française ( Liberté-Egalité- Fraternité) font peur à la dictature de Paul Kagame.

En effet en termes de ;

- **Liberté** : au Rwanda, mêmes les libertés les plus élémentaires sont interdites ou réprimées
- **Égalité** : Le Rwanda de Paul Kagame constitue une société parmi les plus inégalitaire d'Afrique et du Monde : L'avoir et le pouvoir sont concentrés dans les mains d'une clique autour de Paul Kagame (moins de 1% de la population). Les pauvres sont interdits dans la capitale Kigali et ceux qui y sont natifs sont chassés, déportés, souvent sans compensation. Les postes importants dans tous les secteurs clés du pays sont détenus par une faible minorité.
- **Fraternité** : Le régime entretient de nombreuses lignes de fracture entre différentes tranches de Rwandais. Nous en avons souligné quelques-unes plus haut.

En Conclusion, Excellence Monsieur le Président, nous ne comprendrions pas que la France, pays de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité et des Droits de l'Homme puisse continuer à courtiser une telle dictature sans exiger des avancées notables sur ces aspects, au risque de se compromettre et quelques fois en œuvrant dans le sens contraire aux valeurs républicaines.

---

RBB / Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)  
**Téléphone : 0651158504**



**RBB Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)**  
**Téléphone : 0651158504**

---

Notre groupe est prêt à Vous présenter, en détails, notre vision sur la résolution, de manière durable, de la problématique de démocratisation et du respect des droits humains au Rwanda et dans la région, dans une rencontre à Votre convenance ou celle de Vos collaborateurs.

Vous remerciant de votre compréhension, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'assurance de notre plus haute considération.

Fait à Paris le 05 mars 2021

Signé

#### **Membres signataires**

1. Action citoyenne pour la Paix, Suisse ;
2. Amahoro-People's Congress, Canada;
3. Association des rescapés du génocide des réfugiés rwandais au Congo (Ex-ZaïreRDC) ARGR-Intabaza, Nederland ;
4. Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR), Belgique ;
5. Comité pour l'Unité, la Paix et la Réconciliation au Rwanda (CUPR), France ;
6. Congrès rwandais du Canada (CRC), Canada ;
7. Convention Nationale Républicaine (CNR-Intwari), Suisse ;
8. Comité de Suivi de la Problématique des Réfugiés Rwandais (CSPR), Suisse ;
9. COVIGLA, Collectif des victimes des crimes de masse commis dans la région des grands lacs africains, France ;
10. Democratic Rwanda Party, DRP-ABASANGIZI, USA;
11. Forces Démocratiques Unifiées-Inkingi, UK ;
12. Fondation Ibukabose-Rengerabose, Mémoire et Justice pour tous, France ;
13. Global Campaign for Rwandans' Human Rights (UK)
14. Global Voice of Rwandan Refugees (GVRR), South Africa ;
15. Groupe d'initiative France-Rwanda, France ;
16. Inganzo Gakondo, Russie ;
17. Initiative du Peuple pour l'Alliance Démocratique (IPAD-Umuhuza), USA ;
18. Initiative Humanitaire pour la région des grands lacs (IHRGL), Belgique ;
19. Initiative HUMURA, Belgique ;
20. Institut Seth Sendashonga pour la Citoyenneté Démocratique ISCID asbl, Belgique ;
21. JAMBO asbl, Belgique ;
22. Liberté d'Expression Culture et Paix, LECP Info, USA ;
23. Mouvement Républicain pour la Paix et le Progrès, MRP, Belgique ;
24. Norway Sub Sahara Africa development organization (NSADO), Norway;
25. Observatoire des Droits de l'Homme au Rwanda (ODHR), France ;
26. Organization for Peace, Justice and Development in Rwanda and Great Lakes Region (OPJDR), USA;

---

RBB / Adresse de contact : [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)  
**Téléphone : 0651158504**



**RBB Adresse de contact :** [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)  
**Téléphone : 0651158504**

---

27. PDR IHUMURE, Belgique
28. PS Imberakuri, Belgique;
29. Réseau International pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme au Rwanda (RI-PRODHOR), France ;
30. Rwanda National Congress - RNC, South Africa ;
31. Rwanda National Forum (RNF), USA ;
32. Rwandan Alliance for the National Pact (RANP-Abaryankuna), Africa.
33. Rwandan American Youth Association, USA;
34. Rwandan Platform for Dialogue, Truth, and Justice (RDTJ), South Africa ;
35. Rwandiske Forum in Norway (RFN), FORUM RWANDAIS DE NORVEGE (RFN);
36. Rwandese Revolutionary Movement (RRM) Afrique du Sud
37. United Freedom Fighters (UFF-INDANGAMIRWA), France;

**RBB Contact address:** [rwandabridgebuilders@gmail.com](mailto:rwandabridgebuilders@gmail.com)